

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **155** (2549)
Semaine du
30 juin au 6 juillet 2011
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6 390
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



Pourquoi ils veulent supprimer le bac

Une campagne orchestrée contre le bac menace tous les diplômes nationaux, qui permettent aux jeunes d'accéder à un vrai travail. L'institution scolaire, comme toute la fonction publique, n'échappe pas à la "réduction des déficits publics" par la suppression de dizaines de milliers de postes au détriment de l'avenir même de la jeune génération. **Pages 2, 3 et 4**

Politique
En campagne contre la soumission à la réduction des déficits publics

Comités politiques en Meurthe-et-Moselle, à Paris et dans le Territoire-de-Belfort.

Page 5

Réforme territoriale
D'ici août, les communes devront délibérer sous peine de disparaître

Elus et population manifestent contre l'arbitraire.

Pages 8 et 9

Tunisie
"Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que la grève"



Interview de Hacine El Abassi, secrétaire général adjoint de l'UGTT.

Page 10

Irlande
"Rejeter le paiement de la dette"

Interview de Brian Forbes, responsable du syndicat Mandate.

Page 12

Abonnements d'été à Informations ouvrières

A la date du 30 juin, vous êtes 7 613 à recevoir le premier numéro des abonnements d'été
Il ne vous reste plus que cinq jours pour souscrire un abonnement pour l'été (page 16)

75 DROGUE **UNE SITUATION ALARMANTE DANS LE XVIII^e** CARRE CENTRAL

MODE **Des cadeaux pour tous les papas** PAGE 29

MUSIQUE **Mika nous raconte son prochain album** PAGE 31

le Parisien www.leparisien.fr

JEUDI 16 JUIN 2011 N° 20965

DÉBUT DES ÉPREUVES AUJOURD'HUI

Et si on supprimait le baccalauréat ?

Alors que près de 500 000 lycéens planchent à partir de ce matin sur la première épreuve du bac, de plus en plus de voix s'élèvent contre l'examen. Trop cher, générateur de paralysie du système, consommateur d'énergie, vieillot... A la manière des autres pays d'Europe, faut-il le remplacer par une nouvelle méthode de validation des connaissances ? **PAGES 2 ET 3**

Le récit des pilotes du Solar Impulse

20 000 BÉBÉS VONT ÊTRE ÉTUDIÉS PENDANT 20 ANS

LOGEMENT SOCIAL Le palmarès des bons et mauvais élèves PAGES 4 ET 5

VAL-DE-MARNE La femme de l'élu attendait son mari avec une arme

Les six plaies de l'épreuve

- 1 Il coûte cher**
Le bac n'est vraiment pas donné ! En 2010, chaque candidat a coûté en moyenne 83,1€, soit une addition pour l'Etat de plus de 50 M€. Cet examen nécessite la mobilisation de dizaines de milliers d'examinateurs et de correcteurs. Les premiers ont évidemment droit à des indemnités de repas et des frais de déplacement, et les seconds doivent évaluer 4 millions de copies dont chacune est rémunérée environ 5€. Ce budget officiel de 50 M€ est en réalité bien plus élevé. Il ne tient pas compte des charges liées à l'exploitation des 700 centres d'examen, la réquisition des personnels du rectorat et des inspections d'académie... Au final, il s'élève au moins au double. Une goutte d'eau, rétorquent les défenseurs du diplôme, par rapport au budget de l'Education nationale (60,8 Mds€ en 2010) ou le coût annuel moyen d'un lycéen (plus de 10 000€). Il n'empêche, à l'heure des restrictions budgétaires, la somme est loin d'être dérisoire et équivaut à l'emploi de plusieurs milliers d'enseignants.
- 2 Il est stressant**
Les candidats au bac « stressent grave », comme ils disent, et ont plus que jamais recours aux produits miracles pour se doper. « Il y a, notamment, les amphétamines et les boissons énergisantes », observe Virginia Ramamithasimola, diététicienne à Nice. Il est loin le temps où les angoissés de la feuille blanche carburèrent, avant de plancher, au simple cachet de vitamine
- 3 Il paralyse tout le système**
Si la date officielle de fin d'année scolaire reste vissée aux premiers jours de juillet, pour les 2^e, c'est les vacances ou tout comme... un mois plus tôt. Sitôt le conseil de classe passé, au terme d'un troisième trimestre riquiqui, il reste bien quelques jours de « cours », plus consacrés à regarder des films ou organiser des goûters qu'à découvrir Montesquieu. Mais mi-juin, une semaine plus tard
- 4 Il mobilise des milliers de profs**
Dès le début juin, certains ne font plus cours, alors même qu'ils cavalent après le temps pour boucler le programme de l'année. Car les profs sont déjà réquisitionnés pour faire passer des oraux. 166 866 professeurs se muent ainsi cette fin d'année scolaire en examinateurs-correcteurs, qui plancheront à partir de la semaine prochaine et jusqu'à début juillet pour corriger une impressionnante masse de plus de
- 5 Il est daté**
La critique n'est pas nouvelle, mais elle s'est faite plus virulente ces derniers jours. La triche, facilitée par les nouvelles technologies et « dont on ne repère qu'une infime partie », rappelle Philippe Tournier, « patron » des chefs d'établissement au SNPDEN, fait la une des journaux et même l'objet d'une circulaire du ministère. Les smartphones ne sont pas les seuls « outils » : la calculatrice de pointe auto-
- 6 Il pousse au bachotage**
Le baccalauréat valorise la mémoire, le parcours et le bachotage au détriment de la recherche documentaire, du travail en équipe ou de la créativité. « Les diplômes sont faits pour des gens qui n'ont pas de talents. Vous avez du talent ? Ne vous enmerdez pas à passer le bac ! » ironisait Pierre Desproges. Il est moins risqué de recracher son cours appris sur le bout des doigts que de faire preuve d'imagination. Ce sont les



Le baccalauréat coûte cher, angoisse des générations d'élèves et mobilise une armée d'enseignants. Il reste néanmoins dans le cœur d'une majorité de Français le symbole d'une initiation, d'un passage obligé vers la vie étudiante ou active.

Déjà, cinq jours avant la "fraude", "Le Parisien" dénonçait le bac

Tricheurs et tricheries

Avec le bac, ce sont tous les diplômes nationaux qui sont menacés. Sous prétexte d'une « tricherie » au bac, on voudrait supprimer l'examen national lui-même. En réalité, l'objectif est tout autre et se concentre sur la réduction des déficits publics. Il leur faut tailler à la hache dans tous les domaines. Supprimer le bac, c'est réaliser une économie ! De plus, disent-ils, « le bac ne sert plus à rien ». Bien sûr. Premier grade universitaire, le bac « ne doit plus servir » au moment où les « réformes » Péresse ouvrent la voie à la privatisation des universités publiques et à la liquidation des diplômes nationaux qu'elles délivrent. Bien sûr. Le bac étant reconnu dans les conventions collectives professionnelles pour le privé et servant de base pour passer les concours dans la fonction publique, il ne sert plus à rien, puisqu'on veut exclure les jeunes de la protection du Code du travail (lire page 4) et supprimer des dizaines de milliers de fonctionnaires au nom, encore et toujours, de la « réduction des déficits publics ». La destruction du bac fait partie d'une offensive d'ensemble contre toute la jeune génération, contre les travailleurs qui sont leurs parents et les enseignants. Ce qu'ils veulent, c'est une jeunesse sans diplômes reconnus et sans les droits auxquels ils ouvrent, taillable et corvéable à merci, afin d'abaisser le « coût du travail » pour le plus grand profit des patrons.

Lucien Gauthier

La « fraude » découverte concernant l'épreuve de mathématiques du bac scientifique n'est qu'un prétexte. Cinq jours avant, *Le Parisien* lançait une campagne contre le baccalauréat qui s'est ensuite déchaînée, puis, douze jours plus tard, contre tous les examens d'obtention des diplômes.

Une campagne orchestrée contre les diplômes nationaux

Marie Stagliano

Mardi 21 juin, jour de l'épreuve de mathématiques du baccalauréat scientifique. La veille, un site Internet divulgue un des quatre exercices de cette épreuve. « Triche d'ampleur importante », déclare le ministre, qui refuse, malgré tout, de faire repasser l'épreuve. Quelques jours plus tard, annonces par le ministère de nouvelles rumeurs de fraudes sur d'autres épreuves de la même filière, d'erreurs de distribution de sujets dans une autre série... S'ensuit un déchaînement médiatique contre le baccalauréat d'une ampleur sans commune mesure avec « la fraude avérée ». Une bien curieuse campagne, par ailleurs initiée par *Le Parisien* dans son édition du 16 juin, soit... cinq jours avant la fuite ! L'« ère numérique », les « nouvelles technologies » qui auraient eu raison du bac ? Ou bien les 50 000 postes supprimés à l'Education nationale dans les dernières années, les 16 000 postes en moins à la rentrée 2011 et les 14 000 suppressions déjà annoncées pour 2012, part de l'école à la nécessaire réduction des dépenses publiques ? Cette année, en philosophie, des milliers de copies de l'épreuve du baccalauréat n'ont pu être distribuées aux correcteurs, et là, rien à voir avec une quelconque tricherie : pas assez de professeurs. A force de supprimer les postes et de réduire les places aux concours de recrutement ! Et la mécanique de la campagne médiatique se met en marche. « Daté », « dé-

passé », ce « sacro-saint diplôme », « pathétique, le combat pour le bac »... « C'est le bac en tant qu'examen final qui est remis en cause », lance *Libération*. « Cette fuite et ses conséquences signifieront-elles l'année 2011 comme celle de la mort du baccalauréat ? », interroge *Le Monde*. Unanimes, les fédérations de parents d'élèves et les organisations lycéennes, pour lesquelles il y a urgence à modifier le diplôme « essentiellement basé sur un examen terminal ». Curieuses organisations de parents d'élèves, curieuses organisations lycéennes ! Le ministre Chatel déclare, sur TF 1, défendre l'institution, tout en se disant « ouvert à la discussion pour voir comment le baccalauréat peut s'adapter, peut se moderniser ». *Le Figaro* lâche le pot aux roses : « Le bac pourrait-il être remplacé par un contrôle continu ou comporter davantage d'épreuves orales ? Luc Chatel a demandé à l'inspection générale de son administration de réfléchir à son organisation, alors qu'une réforme du bac est déjà en préparation pour 2013. » Eh oui, un nouveau bac en 2013, aboutissement de la réforme des lycées rejetée par toute la profession et les organisations syndicales. Curieux et heureux hasard que cette campagne sur les « fraudes » ! François Fillon, lui, garde en mémoire les manifestations monstres des lycéens, lorsque, en 2005, alors, ministre de l'Education nationale, il avait proposé un bac en contrôle continu, abandonné. Et derrière le baccalauréat, ce sont tous les examens qui sont visés « Bac, fac, BTS... Triche à tous les étages », titre *Le Parisien* daté du 28 juin. Les jeunes savent, eux, que s'en prendre au baccalauréat, c'est s'en prendre au droit à un avenir basé sur un vrai diplôme et un vrai travail.

Réforme constitutionnelle : à nouveau à l'Assemblée, mais dans l'impasse

Par un décret du 20 juin, Nicolas Sarkozy a convoqué le Parlement en session extraordinaire à partir du 1^{er} juillet. Dès le premier jour, l'Assemblée nationale examinera, en deuxième lecture, le projet de loi constitutionnelle « relatif à l'équilibre des finances publiques ». Avec cette réforme constitutionnelle, le gouvernement entendait, par l'instauration de lois-cadres pluriannuelles contraignantes, forcer à la diminution de toutes les dépenses publiques, y compris de protection sociale. Mais il n'y parviendra vraisemblablement pas, et certainement pas dans les délais prévus initialement. Pour être adoptée, cette « réforme » devait d'abord être adoptée dans les mêmes termes par le Sénat et l'Assemblée nationale. Or les députés et sénateurs UMP, et les centristes, ont imposé des amendements différents à l'Assemblée nationale et au Sénat, nécessitant un nouveau débat. Il faudrait, dans un second temps, que le « Congrès » (la réunion des députés et des sénateurs à Versailles) adopte le texte à une majorité de 60 %. Ce qui, en l'état actuel, ne sera pas possible, le PS votant « non » tout en en approuvant l'objectif. Le journal patronal *Les Echos* (16 juin) cite les propos d'un conseiller de l'Elysée : « Ce que nous craignons, c'est l'impact international d'un non, que ce soit mal perçu par les marchés. »

Chiffre

83 euros

C'est le coût par candidat des épreuves du bac. Trop cher, selon le gouvernement !

Le baccalauréat : pourquoi il faut le défendre



Photo AFP

INTERVIEW

“Un diplôme national reconnu dans les conventions collectives et les statuts”

Hubert Raguin, secrétaire général de la Fédération nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation professionnelle Force ouvrière (FNEC-FP FO).



Quelle est ta réaction face aux fraudes du bac ?

Il y a cette année, comme les autres années, des incidents dans l'organisation du baccalauréat. Ils ont à voir avec la réduction des moyens alloués pour l'organisation des examens. Le vrai événement, c'est le tohu-bohu orchestré à partir de ces incidents. C'est le ministre Chatel qui donne le ton, puisqu'il se dit « ouvert à la réorganisation du baccalauréat ». Et à la suite du ministre, les déclarations se multiplient sur le bac « napoléonien qui aurait vécu », les « adaptations nécessaires », pour

arriver enfin à la vérité des choses : il faut mettre en place le contrôle en cours de formation à la place de l'examen terminal.

Pourquoi maintenant ?

Le ministre Chatel est un ministre RGPP, c'est-à-dire un ministre qui remet en cause toutes les missions du service public au nom de la lutte contre les déficits que met en œuvre la Révision générale des politiques publiques. Bien avant la session 2011 du baccalauréat, il avait déjà annoncé son coût : 83 euros par candidat. Le ministre Chatel est encore un ministre RGPP quand il doit faire coïncider sa réforme des lycées

avec le « nouveau baccalauréat » pour la session de 2013. Pour cela, il faut agir maintenant, préparer les décrets, changer la nature des épreuves finales du baccalauréat pour les faire correspondre à ce qui restera des disciplines après la mise en œuvre de la réforme des lycées.

De toute part, on entend dire qu'il faut une remise en cause du bac. Qu'en penses-tu ?

FO est attaché au maintien du baccalauréat sous sa forme actuelle, c'est-à-dire un examen national, anonyme et ponctuel, qui est à la fois diplôme de fin d'études secondaires et premier grade universitaire. S'attaquer au baccalauréat

aujourd'hui, c'est effectivement remettre en cause toute l'architecture de l'institution scolaire républicaine.

Comme diplôme national, le bac a une valeur reconnue dans toutes les conventions collectives et les statuts. Comme examen anonyme et ponctuel, il donne toutes les garanties d'égalité des droits des élèves à concourir dans les mêmes conditions.

Le contrôle en cours de formation laisse, en réalité, une place bien plus grande à l'arbitraire. Défendre le bac, c'est aujourd'hui défendre l'école républicaine.

Propos recueillis par Marie STAGLIANO ■

INTERVIEW

“Sans le bac, tout le lycée volerait en éclats”

Un professeur de mathématiques à Paris, correctrice du bac S.

Quelles seraient les conséquences de la suppression des épreuves du baccalauréat comme examen national ?

Ce serait désastreux. Les élèves obtiendraient un « certificat de fin d'études secondaires », mais qui ne donnerait plus nécessairement droit à l'accès à l'Université, avec une valeur différente d'un lycée à un autre.

De plus, durant leur scolarité, les élèves passent de classe en classe presque automatiquement, du CP jusqu'à la troisième, avec, ensuite, un vague barrage en fin de troisième et en fin de seconde. Alors, si l'examen du bac est supprimé,

plus rien ne tiendra. Tout le lycée volerait en éclats. On ne « tient » les élèves, au lycée, que grâce au bac.

Mais le bac a déjà été très dévalué par rapport à ce qu'il était il y a des années...

Ce qui a dévalué le bac, c'est le système en vigueur du rattrapage. Mais le bac représente encore quelque chose de valable pour ceux qui l'ont du premier coup, et plus encore pour ceux qui l'ont avec mention.

Tu corriges l'épreuve de mathématiques du bac S. Que va-t-il

se passer après l'annulation de l'exercice qui avait été divulgué sur Internet et le refus du ministère de faire repasser l'épreuve ?

Les quatre points de l'exercice supprimé ont été répartis sur des questions très faciles, voire seront carrément donnés.

Par exemple, il y avait une erreur sans conséquence dans l'énoncé d'un autre exercice, qui faisait que deux réponses étaient possibles. Le nouveau barème prévoit de donner 1,5 point, même si la réponse est fautive !

Les partisans de la suppression du bac disent qu'il faudrait le rem-

placer par un contrôle continu (en cours d'année). Qu'en penses-tu ?

Qui dit contrôle continu dit fin de l'anonymat, fin de l'égalité d'une classe à une autre, d'un lycée à un autre, subjectivité, etc.

Le bac nous donne un repère sur ce que l'on attend d'un élève. Sans ce repère, le niveau du contrôle continu va énormément varier d'une classe à une autre. Ajoutons que les professeurs ne seront plus tenus de finir les programmes et que toutes les pressions pourront s'exercer sur eux.

Propos recueillis par Yan LEGOFF ■

Les déclarations de quelques partisans de la suppression de l'examen

Le bal des fossoyeurs...

Fcpe, UNL ET FIDL : “SORTIR DU MODÈLE DE L'EXAMEN TERMINAL”
La Fcpe (parents d'élèves) et deux organisations de lycéens, Fidl et UNL, ont déclaré dans un communiqué commun (22 juin) : « Cet incident très problématique est significatif de la nécessité désormais urgente de revoir les modalités d'organisation du baccalauréat, ainsi que de sortir du modèle d'un diplôme uniquement fondé sur l'examen terminal. »
Quant à la direction du principal syndicat enseignant du secondaire, le SNES-FSU : silence radio sur la question...



PHILIPPE MEIRIEU : “LE BAC EST ARRIVÉ À UN POINT DE RUPTURE”

Philippe Meirieu, aujourd'hui vice-président Europe Ecologie du conseil régional de Rhône-Alpes, a inspiré toutes les « réformes » des gouvernements de « gauche » dans les années 1990. « Le baccalauréat est un examen qui est arrivé, pratiquement, à un point de rupture (...), dont les épreuves sont aujourd'hui éminemment discutables (...). Ce qu'il faudrait surtout, c'est remettre la question du baccalauréat, de son organisation et de la nature de ses épreuves sur la table (...). Il faudrait aller vers un système (...) qui est celui d'unités capitalisables tout au long de l'année, voire tout au long du lycée » (France Info, 23 juin).



“LIBÉRATION”, “LE MONDE”... ET CHRISTINE BOUTIN SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE

Libération (24 juin) : « La réforme du bac s'imposait. C'est encore plus vrai depuis lundi. » Le Monde (26 juin) : « La réforme du bac est donc trop explosive sur le plan politique pour être relancée aujourd'hui, à quelques mois d'une élection présidentielle. Pourtant, il faudra bien s'y atteler (...). » Christine Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate, sur BFMTV/RMC (24 juin) : « Il faut trouver un autre moyen de pouvoir contrôler la connaissance de nos jeunes. » Accroître le rôle du contrôle continu serait, selon elle, « une des voies possibles ».

ÉDITORIAL

Athènes, Paris

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Athènes, 27 juin. Dans la rue, par dizaines de milliers, travailleurs, jeunes et retraités exigent le retrait du plan de la « troïka » (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne). Au même moment, dans l'enceinte du Parlement, un Premier ministre prétendument socialiste, appuyé par tous les gouvernements de l'Union européenne et par la « troïka », veut faire adopter un plan destructeur de privatisations et de misère. Exploiteurs et exploités, spéculateurs et spoliés : deux classes sociales se font face.

Paris, 27 juin. Sarkozy menace : « Ceux qui auront l'idée de revenir sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, de revenir sur la réforme des retraites, de refuser une règle d'or qui obligera tout nouveau gouvernement à prévoir un budget en équilibre » conduiront à « l'explosion de la dette et des déficits ». Au nom du Parti socialiste, Moscovici lui répond : « La voie du désendettement est incontournable. La gauche ne peut se laisser identifier aux déficits (...), si elle remporte la présidentielle l'an prochain, elle devra s'en tenir aux engagements (...) en matière de redressement des comptes publics. » S'en tenir aux engagements, c'est faire entrer coûte que coûte les déficits publics dans les clous des 3 % du PIB, c'est-à-dire couper 80 milliards d'euros dans les dépenses publiques ! Quelle que soit son étiquette politique, le Papandréou français qui chercherait à imposer ces mesures provoquerait le soulèvement de toute la population.

Et le Front de gauche, où se situe-t-il dans ce choc qui mûrit ? Mélenchon déclare : « Nous sommes voués tous un jour à être des Grecs. La question est de savoir si nous résisterons aux banques et à l'autoritarisme de la Commission européenne. » Très bonne question. Mais peut-on résister aux banques et à l'autoritarisme de la Commission européenne sans dire clairement non à la dictature des déficits publics, non à toute subordination à ces déficits ? C'est là que le bât blesse. Le texte du 8 juin, qui scelle l'accord du Front de gauche pour la présidentielle et les législatives, ne dit pas un mot des déficits publics. En outre, le Front de gauche prévoit de se désister au deuxième tour pour le Parti socialiste, ouvrant la voie à un gouvernement Aubry (ou Hollande...) qui voudra appliquer en France l'amère potion de Papandréou.

Vue sous cet angle, l'élection présidentielle s'annonce comme ce petit jeu que les enfants connaissent sous le nom de « Je te tiens, tu me tiens par la barbichette ». Mais l'effondrement de l'économie, les plans de misère que porte la « troïka » contre les travailleurs et les peuples, cela n'est pas un jeu. La Grèce est en faillite. La France n'est pas loin.

Le choc entre les classes sociales est une réalité dans les rues d'Athènes, il mûrit dans toute l'Europe, et singulièrement en France.

Dans le monde entier, les travailleurs ont les yeux rivés sur leurs frères de classe de Grèce qui exigent le retrait du plan.

De leur côté, tous les gouvernements soumis à la dictature des déficits publics et de la dette ont les yeux rivés sur le gouvernement Papandréou en priant le ciel qu'il ne cède pas.

Entre les deux camps, le conflit est inconciliable.

Quiconque prétend se situer du côté des intérêts ouvriers doit commencer par dire clairement et nettement : « Cette dette n'est pas la nôtre, elle doit être abrogée ; ces déficits ne sont pas les nôtres, il est hors de question de travailler à les combler ; ces critères de Maastricht et cette « troïka » doivent être chassés. »

Là est la condition d'une politique ouvrière indépendante.